

**DEPARTEMENT DU FINISTERE**

**Maître d'ouvrage :**

**Commune de PLOUDANIEL  
Coatdaniel  
29260 PLOUDANIEL**



**Objet du marché : Travaux d'aménagements d'un espace de loisirs  
Inter générationnel**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX  
(Procédure adaptée)**

**(C.C.A.P.)  
Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(CCAP COMMUN AUX TROIS LOTS)**

**Maîtrise d'œuvre :**



**A&T OUEST  
ZA du Launay – Rue Goarem Pella  
Saint Martin des Champs  
29600 MORLAIX**

**SOMMAIRE**

1.	Objet du marché – dispositions générales .....	3
1.1	Objet du marché – emplacement des travaux – domicile de l'entrepreneur .....	3
1.2	Tranches et lots .....	3
1.3	Travaux intéressant la défense .....	3
1.4	Contrôle des prix de revient .....	3
1.5	Maîtrise d'œuvre : .....	3
1.6	Coordination Sécurité Protection de la Santé : .....	3
2.	Pièces constitutives du marché .....	4
2.1	Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes : .....	4
2.2	Pièces générales : .....	4
3.	Prix et mode d'évaluation des ouvrages - variation dans les prix – Règlement des comptes .....	4
3.1	Répartition des paiements .....	4
3.2	Délai d'affermissement des tranches optionnelles (ex conditionnelles) .....	4
3.3	Contenu des prix – mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes .....	4
3.4	Variation dans les prix .....	5
3.5	Modalités de paiement .....	7
4.	Délai(s) d'exécution – pénalités et primes .....	8
4.1	Délai d'exécution des travaux .....	8
4.2	Prolongation du délai d'exécution .....	8
4.3	Pénalités pour retard – primes d'avance .....	8
4.4	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	8
4.5	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	9
4.6	Pénalités diverses .....	9
5.	Clauses de financement et de sûreté .....	9
5.1	Retenue de garantie .....	9
5.2	Avance .....	10
6.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits .....	10
6.1	Provenance des matériaux et produits .....	10
6.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	10
6.3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	10
6.4	Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage .....	11
7.	Signalisation du chantier .....	11
8.	Circulation – dégradation des voies .....	11
9.	Implantation des ouvrages .....	11
9.1	Bornage : .....	11
9.2	Piquetage général : .....	11
9.3	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés .....	11
9.4	Investigations complémentaires .....	12
10.	Préparation, coordination et exécution des travaux .....	12
10.1	Période de préparation – programme d'exécution des travaux .....	12
10.2	Plans d'exécution – Notes de calculs – études de détail .....	13
10.3	Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail .....	13
10.4	Dispositions en cas d'intervention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé : .....	13
11.	Contrôles et réception des travaux .....	14
11.1	Gestion des déchets de chantier .....	14
11.2	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	14
11.3	Réception .....	14
11.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	14
11.5	Documents fournis après exécution .....	14
11.6	Délais de garantie .....	14
11.7	Garanties particulières .....	15
11.8	Assurances .....	15
12.	Recours .....	15
	<i>Voies et délais de recours</i> .....	15
13.	Clauses dérogatoires aux documents généraux : .....	16

## **1. Objet du marché – dispositions générales**

### **1.1 Objet du marché – emplacement des travaux – domicile de l'entrepreneur.**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux d'aménagements d'un espace de loisirs intergénérationnel.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques, sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de **PLOUDANIEL** jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### **1.2 Tranches et lots.**

#### **1.2.1 - Fractionnement du marché :**

Les travaux ne sont pas divisés en tranches.

#### **1.2.2 - Division en lots :**

Les travaux sont répartis en lots désignés ci-dessous qui seront traités par marchés séparés.

Lot 1 : Aménagement de l'espace loisirs – Création d'une piste de glisse universelle

Lot 2 : Fournitures et mise en œuvre d'un terrain multisports

Lot 3 : Fournitures et mise en œuvre de jeux – Mobiliers – Clôtures.

### **1.3 Travaux intéressant la défense.**

Sans objet.

### **1.4 Contrôle des prix de revient.**

Sans objet.

### **1.5 Maîtrise d'œuvre :**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**A&T OUEST**  
**ZA du Launay – Rue Goarem Pella**  
**Saint Martin des Champs**  
**29600 MORLAIX**

### **1.6 Coordination Sécurité Protection de la Santé :**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé des travailleurs au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993

## 2. Pièces constitutives du marché

### 2.1 Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Pièces particulières :

- ✓ : L'Acte d'engagement (AE)
- ✓ Le Cahier de Clauses Administratives (CCAP).
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- ✓ Le bordereau de prix (BPU) **uniquement pour le lot 01**
- ✓ Le détail Quantitatif estimatif (DQE)
- ✓ Le Dossier de plans
- ✓ Le mémoire technique
- ✓ : Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, qui sera remplacé par les calendriers détaillés d'exécution des travaux tous corps d'état pendant la période de préparation du chantier.

### 2.2 Pièces générales :

1°) Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ; (annexe I : génie civil et annexe II : bâtiment)

2°) Normes françaises issues des normes européennes citées dans le cahier des clauses techniques particulières

3°) Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté interministériel du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui lui sont supérieurs dans la hiérarchie des normes en droit public

4°) Recommandations du comité technique national des industries du bâtiment et travaux publics de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.) ».

Les pièces générales ci avant ne sont pas jointes au dossier.

## 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - variation dans les prix – Règlement des comptes

### 3.1 Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

### 3.2 Délai d'affermissement des tranches optionnelles (ex conditionnelles)

Sans objet.

### 3.3 Contenu des prix – mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes.

#### 3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- En tenant compte de toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, des frais généraux et impôts et taxes
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (S.P.S.), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au schéma d'organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

- En tenant compte des frais d'études tels que notes de calculs, plans d'exécution, quantitatif détaillé, nécessaire à la réalisation de l'ouvrage complétant ceux fournis par le maître d'œuvre au titre de sa mission.

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des lots 1 et 2.

En cas de marché passé un groupement d'entrepreneurs conjoints, les prix afférents au lot attribué au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 10.1.1 du C.C.A.G travaux.

### 3.3.2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

Le marché est passé par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires joint, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage auquel il se rapporte est réalisé.

### 3.3.3 A tout moment au cours de l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur de fournir :

- un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires.
- une décomposition de chacun des prix forfaitaires.

## 3.4 Variation dans les prix.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 3.4.1 Forme de prix

Les prix sont révisables.

### 3.4.2 Choix de l'index de référence.

L'index de référence "I" choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux du marché est l'index :

- **Travaux publics T.P 08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie**

°Publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et reproduit au Moniteur des travaux publics pour l'index T.P.

### 3.4.3 Modalités de révision des prix.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **de juin 2018**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de la part de l'acompte du mois  $n$  concernant chaque lot est donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \left( \frac{I_n}{I_0} \right) \text{ dans laquelle :}$$

-  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  de chaque lot respectivement au mois zéro et au mois  $n$ .

Le coefficient de révision est appliqué mensuellement.

Le dernier index utilisé sera celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l'achèvement des prestations ou au mois effectif de l'achèvement des prestations si celui-ci est antérieur.

### 3.4.4 Actualisation ou révision provisoire.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, la révision définitive s'effectue dans le mois qui suit la parution de l'index correspondant au mois de réalisation des travaux.

### 3.4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

### 3.4.6 Paiements des co-traitants et des sous-traitants :

Désignation de sous-traitant en cours de marché

Un sous-traitant ne peut être accepté qu'à la condition formelle que le titulaire joigne en deux exemplaires, la déclaration datée et signée par lui, mentionnant :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire doit, en outre, remettre les documents suivants datés et signés par une personne habilitée à engager le sous-traitant :

a) Dans tous les cas :

- la déclaration attestant sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-2 L5221-8, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 et L8241-2 du code du travail
- Le certificat de cessibilité de créances pour être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement des créances résultant du marché ou une attestation équivalente déterminant que les sommes qui feront l'objet d'un paiement direct pour les prestations sous-traitées n'ont pas fait l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- Une assurance du sous-traitant garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers

b) Si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 3000 Euros TVA comprise (remise lors de la conclusion et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat) :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au sous-traitant et datant de moins de six mois ;
- Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le sous-traitant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés ci-dessous ;

Lorsque l'immatriculation du sous-traitant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

Lorsque le sous-traitant emploie des salariés :

- une attestation sur l'honneur établie par ce sous-traitant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.
- la déclaration attestant sur l'honneur son intention ou non de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration et mentionne les pièces jointes.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du cahier des clauses administratives générales,
- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 129 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
- le comptable assignataire des paiements.

### 3.5 Modalités de paiement

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Quant à la situation de sous-traitance, le sous-traitant adresse deux demandes de paiement : l'une est transmise au titulaire et en même temps une autre est transmise au pouvoir adjudicateur, sachant que ce second envoi est accompagné des factures et de l'accusé de réception de l'envoi de la demande de paiement au titulaire

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de l'accuser réception pour donner son accord ou son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur

Le délai de paiement de 30 jours s'applique. Il débute soit à compter de l'accord total ou partiel du titulaire, soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours si le titulaire ne s'est pas manifesté ou à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal adressé par le sous-traitant attestant que le pli qu'il avait été adressé au titulaire n'a pas été refusé ou n'a pas été réclamé.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

#### 3.5.1 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et du projet de décompte final.

L'entrepreneur envoie au maître d'œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet son projet de décompte, comportant les notamment :

- le numéro, la date et l'objet du marché,
- la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

### 3.5.2 Modalités et délais de paiement :

Païement des acomptes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront réglées par acompte mensuel au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande d'acompte.

Païement du solde.

Le paiement du solde interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du décompte général accepté par le titulaire du marché.

Intérêts moratoires.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires dans les conditions réglementaires en cas de retard de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros est versée de plein droit, au titulaire ou au sous-traitant, en cas de dépassement du délai de paiement et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

## 4. Délai(s) d'exécution – pénalités et primes.

### 4.1 Délai d'exécution des travaux.

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

### 4.2 Prolongation du délai d'exécution.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
GEL	- 5°C à 8h00	1 jour
PLUIE	8 mm/h durant 4h min.	1 jour
NEIGE	Au-delà de 5cm à 8h00	1 jour
BROUILLARD	Visibilité à 25m durant 4h min.	1 jour
VENT	70 km/h durant 4h min.	1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Guipavas.

### 4.3 Pénalités pour retard – primes d'avance

#### 4.3.1 Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à **300.00 Euros**.

#### 4.3.2 Primes d'avance :

Néant.

### 4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.



## 4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

### 4.5.1 Documents remis à la phase préparatoire ou pendant l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le Titulaire peut se voir dans l'obligation de remettre des documents à la phase préparatoire ainsi que pendant toute la durée de l'opération. Cette obligation est matérialisée par un Ordre de Service émis par le Maître d'œuvre, dont le contenu et le délai de remise sont indiqués dans cet Ordre de Service.

En cas de non-respect du délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière **fixée à 300.00 Euros**.

### 4.5.2 Documents remis après exécution des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, les plans de récolement des ouvrages exécutés sont à la charge de l'Entrepreneur.

Le titulaire remet au Maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur ouvrage (DIUO) :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière **fixée à 300.00 Euros**.

## 4.6 Pénalités diverses

### 4.6.1 Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité **fixée à 50.00 Euros par jour d'absence**.

### 4.6.2 Non-respect des obligations en matière de sécurité et de protection de la santé

Toutes les obligations de l'Entrepreneur en matière de sécurité et de protection de la santé seront notifiées par le Coordonnateur SPS dans le Registre Journal.

En cas de non-respect des observations du Coordonnateur SPS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière **fixée à 300.00 Euros**.

## 5. Clauses de financement et de sûreté.

### 5.1 Retenue de garantie.

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5,00 % du montant TTC de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 3 janvier 2005 modifié du ministre chargé de l'économie et des finances.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou des finances ou le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier et agréé par l'autorité publique contractante.

Cette garantie est constituée pour la totalité du marché ; mais, elle peut être présentée pendant toute la durée du marché. En cas de modification du marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Conformément à l'article 123 du décret n° 2016-360 en date du 25 mars 2016, il ne peut y avoir de remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

## **5.2 Avance**

Une avance de 5 % sera versée à l'entrepreneur dans les conditions visées à l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 si le montant du marché ou du lot est supérieur à 50 000 euros hors taxes et si le délai d'exécution de ce marché ou de ce lot est supérieur à deux mois.

La base de calcul de l'avance est de 5 % du montant TTC du montant initial du marché ou du lot, en déduisant l'avance sollicitée par les ou les sous-traitants, déterminé au prorata de leurs prestations

Cette avance ne sera mandatée par le maître d'ouvrage que si le titulaire ou le sous-traitant a constitué une garantie à première demande pour garantir le remboursement de l'intégralité de l'avance forfaitaire.

Aucune avance facultative n'est versée à l'entrepreneur

## **6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.**

### **6.1 Provenance des matériaux et produits.**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le C.C.T.P. fixe les produits pour lesquels l'entrepreneur peut faire jouer la clause d'équivalence et ceux pour lesquels la conformité aux normes et marques de qualité sera attestée par des certificats.

Pour ceux de ces produits, proposés par l'entrepreneur, faisant référence à des normes ou des marques de qualité non françaises, l'entrepreneur fournira tous les documents complémentaires permettant d'en apprécier l'équivalence.

Ces documents devront être transmis au maître d'œuvre au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Seuls pourront être acceptés les documents en français et les certificats émis par les organismes accrédités par les organismes d'accréditation signataires des accords dits « E.A », ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011.

### **6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.**

Sans objet.

### **6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.**

#### **6.3.1 Vérifications, essais, et épreuves sur le chantier**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

#### **6.3.2 Vérifications, essais, et épreuves en amont du chantier**

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### 6.3.3 Essais

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par l'application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

### 6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.

Sans objet.

## 7. Signalisation du chantier.

La fermeture et la signalisation du chantier aux personnes circulant à proximité seront réalisées par l'entreprise sous le contrôle du Coordinateur sécurité.

Les déviations d'itinéraires rendues nécessaires seront réalisées par l'entreprise sous le même contrôle que ci-dessus. L'entrepreneur aura à sa charge la signalisation correspondante. Il en assurera le maintien et l'entretien 24 heures sur 24 durant toute la durée du chantier.

## 8. Circulation – dégradation des voies.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les dégradations causées aux voies publiques par les transports routiers ou les circulations d'engins sont en totalité à la charge de l'entrepreneur.

## 9. Implantation des ouvrages.

### 9.1 Bornage :

Sans objet

### 9.2 Piquetage général :

L'entrepreneur est tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations ou pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

L'entrepreneur est tenu de compléter l'implantation générale par autant de repères qu'il est nécessaire pour délimiter sur le terrain le positionnement de ses ouvrages.

L'Entreprise restera responsable devant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre des travaux d'implantation, de la conservation de ses repères et de leur remplacement éventuel.

### 9.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation aux articles R.554-27 I du code de l'environnement et 7.8 de la norme NF S70-003-1, si le piquetage spécial n'a pas été réalisé par le Maître d'Ouvrage avant la notification du marché, il est effectué par le Titulaire, à sa charge, contrairement avec le Maître d'Œuvre.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué dans les conditions suivantes :

- sous le contrôle des concessionnaires concernés, lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques.
- l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

De par la rémunération prévue au marché, l'Entreprise restera responsable devant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre des travaux de piquetage spécial et le maintien en bon état pendant toute la durée du chantier.

Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

#### **9.4 Investigations complémentaires**

Par dérogation aux articles R.554-27 I du code de l'environnement et 7.8 de la norme NF S70-003-1, toutes les investigations complémentaires sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage non réalisées avant la notification du marché, seront effectuées par le Titulaire, à sa charge, contrairement avec le Maître d'Œuvre.

De par la rémunération prévue au marché, l'Entreprise restera responsable devant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre des travaux d'investigations complémentaires et de la transmission des résultats aux exploitants concernés dans un délai de 9 jours.

Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

### **10. Préparation, coordination et exécution des travaux.**

#### **10.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, il est fixé une période de préparation, qui est comprise dans le délai d'exécution. Elle commence au début de ce délai et s'achève dix (10) jours après la remise au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité des documents visés ci-dessous.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

#### **Par les soins de l'entrepreneur :**

- Approbation du calendrier d'exécution élaboré par le maître d'œuvre et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28-2 du C.C.A.G.,  
L'absence de visa du maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes des calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 10-2 ci-après,  
L'absence de visa du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.
- Etablissement et présentation au visa du coordonnateur de sécurité dans un délai de 30 (trente) jours du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994,  
Le coordonnateur doit notifier ses observations ou son visa dans un délai **de 5 jours** à compter de la réception de ce document.

**L'absence de visa du coordonnateur de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.**

## 10.2 Plans d'exécution – Notes de calculs – études de détail.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## 10.3 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail.

### 10.3.1 La proportion maximale des ouvriers étrangers

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

### 10.3.2 La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

## 10.4 Dispositions en cas d'intervention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé :

### 10.4.1 Principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur SPS.

### 10.4.2 Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sans délai et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc...), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### 10.4.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

### 10.4.4 Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS le PPSPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation (ou dans les cinq jours qui suivent la notification du marché), les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du CISSCT ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants définies dans le document visé à l'article 2.1 du CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### **10.4.5 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants :**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au marché lors de sa notification. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

## **11. Contrôles et réception des travaux.**

### **11.1 Gestion des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **11.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés par l'entreprise dans le cadre du contrôle interne et externe.

### **11.3 Réception**

La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG travaux.

### **11.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

### **11.5 Documents fournis après exécution**

Voir article 4.5

### **11.6 Délais de garantie**

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie est fixé à 12 (douze) mois à compter de la date de la réception.

## 11.7 Garanties particulières

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

Exécuter les travaux de reprise et prestation éventuelle, de finition.

Remédier à tout désordre signalé par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Procéder le cas échéant aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux pièces du marché.

Les dépenses correspondantes aux travaux complémentaires prescrits par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences lui sont imputables.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles qui lui auraient été signalées et non exécutées.

## 11.8 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

## 12. Recours

### Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35000 RENNES

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Le Comités consultatifs de règlement amiable des différends et litiges relatifs aux marchés publics

6 Quai Ceineray

BP 33515

44035 Nantes cédex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- - Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- - Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.



### 13. Clauses dérogatoires aux documents généraux :

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

- **Dérogation à l'article 4.1 du CCAG apportée par l'article 2.1 du CCAP**
- **Dérogation à l'article 20.1 du CCAG apportée par l'article 4.3.1 du CCAP.**
- **Dérogation à l'article 40 du CCAG apportée par l'article 4.5 du CCAP.**
- **Dérogation à l'article 34.1 du CCAG apportée par l'article 8 du CCAP.**
- **Dérogation aux articles R.554-27 I du code de l'environnement et 7.8 de la norme NF S70-003-1 apportée par l'article 9.3 du CCAP.**
- **Dérogation à l'article 28.1 du CCAG apportée par l'article 10.1 du CCAP.**
- **Dérogation à l'article 42.3 du CCAG apportée par l'article 11.6 du CCAP.**

A....., le .....  
Pour le Prestataire (signature et tampon de l'entreprise)